

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 222 BRESIL: LE NIVEAU DE VIE DES OUVRIERS

La détérioration du pouvoir d'achat des classes populaires est un phénomène constant et grave depuis plus de dix ans (cf documents DIAL D 138 - 139). Les réajustements annuels sont loin de compenser les effets de l'inflation.

A l'occasion du 1er mai et de la "traditionnelle" augmentation du salaire minimum, des groupes ouvriers de São Paulo lancent un tract dans lequel ils exposent leur situation.

(Note DIAL)

LETTRE OUVERTE DU 1er MAI  
ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
AUX AUTORITES ET A L'OPINION PUBLIQUE

Nous, les ouvriers, constructeurs du progrès de la Nation, nous venons exposer notre situation.

Notre vie ouvrière n'a jamais été aussi difficile et injuste, ni notre avenir aussi lourd de menaces qu'au cours des dernières années. La politique des salaires, arrêtée en 1964, continue d'écraser toujours plus les travailleurs et de favoriser les classes riches. Cette politique est responsable de l'exploitation caractérisée des travailleurs.

Nous ne pouvons plus supporter un tel salaire de famine, une disette qui s'aggrave constamment, toutes ces injustices, l'inexistence de nos droits et des libertés.

Nous travaillons pour produire la richesse, mais nos salaires de fin de mois ne nous permettent même pas de subvenir aux besoins de nos familles. L'injustice de cette situation est encore plus grande pour ceux qui sont payés au salaire minimum (53%).

Voici des chiffres sur les besoins indispensables, pour un mois, d'une famille composée du père, de la mère et de deux enfants :

PRODUIT	QUANTITE	DEPENSE	PRODUIT	QUANTITE	DEPENSE
1- riz	15 kg	(1)75,00 cr.	5- viande	10 kg	160,00 cr
2- haricots noirs	12 kg	60,00 cr	6- lait	30 l.	60,00 cr
3- pommes de terre	10 kg	20,00 cr	7- oeufs	4 dz	18,00 cr
4- huile	8 l.	57,60 cr	8- farine	2 kg	4,00 cr
			9- pain	30 bg	45,00 cr
			10- café	2 kg	26,40 cr

11- tomates	8 kg	28,00 cr
12- bananes	6 dz	18,00 cr
13- oranges	4 dz	8,00 cr
14- margarine	1 kg	13,20 cr
15- sucre	15 kg	23,25 cr
16- légumes		24,00 cr
17- gaz	1 bt	33,00 cr
18- électricité		50,00 cr
19- transport		48,00 cr
20- loyer		350,00 cr

TOTAL DES DEPENSES: 1061,45 cruzeiros

Salaire minimum : 414,48 "

Sans compter les médicaments, les vêtements, les produits d'hygiène et autres dépenses nécessaires à notre subsistance.

Comment pouvons-nous tenir dans cette situation avec un tel salaire? Avec ça, dans notre vie d'ouvriers, ce n'est pas de l'argent qui nous reste à la fin du mois, ce sont des dettes.

Les conséquences sont très graves. Nous sommes obligés de travailler en faisant constamment des heures supplémentaires. La journée de 8 heures n'existe pratiquement plus. On travaille 10,13 heures. Ce qui cause des problèmes: une très grande fatigue, les accidents du travail, la ruine de la santé, le manque de temps pour se donner à la famille. Nos femmes et nos enfants mineurs sont aussi obligés de travailler pour améliorer nos maigres salaires, ce qui a pour effet de grossir d'autant les demandes d'emploi.

Sans parler de la politique de blocage des salaires qui les maintient à un bas niveau. La loi du "Fonds de garantie par temps de service" (2) qui a abouti à la suppression de la stabilité de l'ouvrier. Le régime des heures supplémentaires. L'augmentation du rythme de production a également contribué à maintenir les salaires à un bas niveau. Et le chômage qui est aujourd'hui plus que jamais une menace permanente.

Nous trouvons profondément injuste que le "Brésil développé et sûr" dont on parle, soit édifié sur le dos du travailleur qui vit dans l'insécurité et l'angoisse.

Comme si tout cela n'était pas suffisant, il y a aussi les quartiers où nous habitons et qui manquent de tout. Pas d'école pour les enfants et les adultes; pas de dispensaires ni d'hôpitaux; pas de crèches; pas d'autobus; pas de réseau d'eau ni d'égoût; pas de services d'hygiène de base, ce qui, ajouté au manque d'alimentation saine et de logement décent, nous expose à toutes sortes de maladies telles que la méningite, les vers, la déshydratation qui tuent nos enfants et sont une menace pour notre santé. A cause de tout cela, le taux de mortalité infantile a augmenté de façon alarmante.

Quand nous tombons malades, nous ou un membre de notre famille, l'Institut national de prévoyance sociale (INPS) qui prélève religieusement sa part sur nos salaires, s'occupe de nous comme s'il nous faisait une faveur, et cela quand il s'occupe de nous.

(2) Nouvelle législation du travail qui a, en 1969, remplacé la loi dite de "stabilité du travailleur" (N.d.T.)

Comme on le voit, les problèmes provoquent d'autres problèmes et encore d'autres problèmes. Notre vie devient intenable. Quelle est la cause de tout cela? Comment régler cette situation? Ce qui nous manque en réalité, ce sont des conditions concrètes qui nous permettent de régler nos problèmes.

Nous avons besoin d'un salaire plus juste, qui soit suffisant pour entretenir notre famille plus dignement. Nous avons besoin que le gouvernement prenne des mesures pour enrayer efficacement la hausse du coût de la vie.

Nous avons besoin de liberté syndicale, pour que les syndicats puissent remplir vraiment leur fonction, sans l'interférence du ministère du Travail. A l'heure actuelle, les directions syndicales représentent plus les intérêts patronaux que les intérêts des ouvriers. Quand les responsables syndicaux sont plus combattifs, on les arrête et on les torture.

Nous avons besoin de liberté d'expression, car les manifestations ouvrières pour la défense des intérêts des ouvriers sont réprimées par la force, comme cela a été le cas des ouvriers du bâtiment dans le quartier de Santo Amaro, du métro et de bien d'autres secteurs dont la presse a parlé. Il faut aussi qu'on nous rende le droit de grève, qui est reconnu mondialement comme le principal moyen de défense des intérêts et des droits de la classe ouvrière. Nous avons besoin d'une presse libre qui aborde et débattenne ouvertement tous les problèmes.

Nous sommes écrasés par les lois d'exception qui sont en vigueur dans le pays et qui empêchent l'exercice des droits de l'homme les plus élémentaires. Nous ne comprenons pas pourquoi on refuse à la classe ouvrière l'exercice de ses droits politiques les plus légitimes.

En rappelant que le 1er mai est la journée des luttes ouvrières, nous présentons les revendications suivantes:

- 1- Le salaire minimum, égal pour tous, fixé à 1.200 cruzeiros, sur la base des données du Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE);
- 2- La suppression des lois sur le blocage des salaires;
- 3- Une augmentation immédiate de 20% pour toutes les catégories professionnelles;
- 4- Le contrôle de la hausse du coût de la vie, en particulier pour les produits de première nécessité;
- 5- La liberté et l'autonomie syndicales, ainsi que la dévolution du droit de grève;
- 6- La fin des lois d'exception.

"Les travailleurs de São Paulo"  
-Pastorale ouvrière -

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse n° 56249